

Association Haut-Saônoise pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

Le Château

Rue Marcel Rozard

70000 FROTEY LES VESOUL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Haut-Saônoise pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

Le Château

Rue Marcel Rozard

70000 FROTEY LES VESOUL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Haut-Saônoise pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Haut-Saônoise pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Besançon, le 30 juin 2025
Le commissaire aux comptes
Raphaël MONNOT

IN EXTENSO AUDIT

IN EXTENSO AUDIT
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slaya
25000 BESANCON
RCS Lyon 401 870 936



Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	93 103	87 697	5 406	18 900
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	247 414	85 164	162 250	164 961
	Constructions	9 454 803	6 167 394	3 287 409	3 499 748
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	5 278 297	3 870 991	1 407 306	1 360 715
	Autres immobilisations corporelles	4 673 928	3 705 370	968 558	1 408 367
	Immobilisations corporelles en cours	2 753 007		2 753 007	677 112
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	100		100	100
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	52 102		52 102	69 234
TOTAL (I)		22 552 754	13 916 617	8 636 137	7 199 138
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	10 178	10 178		10 178
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				4 344
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	306 773	78 226	228 548	341 934
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 111 296		1 111 296	894 778
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 020 911	3 568	6 017 344	6 403 158
	DISPONIBILITES	9 783 542		9 783 542	8 470 822
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	63 095		63 095	83 799
	TOTAL (II)	17 295 796	91 972	17 203 824	16 209 014
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		39 848 550	14 008 588	25 839 961	23 408 152
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				52 102	69 234
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 718 708	1 589 680
	Fonds propres complémentaires	1 131 832	1 131 832
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	8 392 050	7 316 154
	Autres	16 396	16 396
	Report à nouveau	(463 513)	(642 122)
Fonds reportés et dédiés	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	1 253 936	1 158 277
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 296 272	1 479 191
	Total des fonds propres (situation nette)	13 345 680	12 049 409
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	759 439	254 147
	Provisions réglementées	622 739	425 788
	Total des autres fonds propres	1 382 178	679 935
	Total des fonds propres	14 727 858	12 729 344
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	2 586 783	2 686 888
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	2 586 783	2 686 888
Provisions	Provisions pour risques		91 728
	Provisions pour charges	1 518 637	1 545 043
	Total des provisions	1 518 637	1 636 772
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	6 615	5 324
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 998 649	2 335 737
	Emprunts et dettes financières divers	47 607	49 885
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 464	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	803 364	714 408
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 710 726	2 884 369
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	153 066	74 626
TOTAL PASSIF	Autres dettes	146 568	280 413
	Produits constatés d'avance	136 623	10 385
	Total des dettes	7 006 683	6 355 148
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	25 839 961	23 408 152
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	1 296 271,57	1 479 190,77
	(1) Dont à moins d'un an	4 191 289	4 202 963
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 017	

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 520	1 730
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	568 286	520 935
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	26 722 270	26 919 346
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 100	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	708 278	206 229
	Utilisations des fonds dédiés	714 992	749 554
	Autres produits	1 136 118	1 090 945
	Total des produits d'exploitation	29 852 564	29 488 738
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	5 503 355	5 349 830
	Aides financières	1 000	
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 701 831	1 674 619
	Salaires et traitements	13 349 268	13 022 296
	Charges sociales	6 005 988	5 817 881
	Dotation aux amortissements et dépréciations	845 665	803 228
	Dotation aux provisions	467 473	474 307
	Reports en fonds dédiés	614 848	773 901
	Autres charges	266 816	211 975
	Total des charges d'exploitation	28 756 245	28 128 038
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 096 319	1 360 700

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 096 319	1 360 700
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	13 980	13 980
	Autres intérêts et produits assimilés	172 818	172 629
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		768
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		186 798	187 377
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	57 165	38 240
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		57 165	38 240
RESULTAT FINANCIER		129 633	149 138
RESULTAT COURANT avant impôts		1 225 952	1 509 837
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	36 141	30 406
	Sur opérations en capital	622 020	163 781
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	658 161	194 187
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	32 758	77 545
	Sur opérations en capital	350 220	127 290
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	196 951	17 650
	Total des charges exceptionnelles	579 930	222 485
RESULTAT EXCEPTIONNEL		78 231	(28 298)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		7 911	2 348
TOTAL DES PRODUITS		30 697 523	29 870 302
TOTAL DES CHARGES		29 401 251	28 391 111
EXCEDENT ou DEFICIT		1 296 272	1 479 191
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			